



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 48\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n.º 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n.º 26/92, de 30 de Junho.

ASSINATURAS

Para o país:

	Ano	Semestre
I Série	2 300\$00	1 700\$00
II Série.....	1 500\$00	900\$00
I e II Séries	3 100\$00	2 000\$00

AVULSO por cada página .. 6\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Para países de expressão portuguesa:

	Ano	Semestre
I Série	3 000\$00	2 400\$00
II Série.....	2 000\$00	1 700\$00
I e II Séries	3 800\$00	2 500\$00

Para outros países:

I Série	3 400\$00	2 800\$00
II Série.....	2 500\$00	2 000\$00
I e II Séries	3 900\$00	2 800\$00

SUMÁRIO

Artigo único

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 3/97:

Aprova a Convenção entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, relativa à revisão da Convenção de Segurança Social.

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA:

Portaria n.º 8/97:

Define as datas-valor a considerar na efectivação dos créditos em conta dos funcionários públicos, reformados, pensionistas e outros agentes do Estado, relativas aos pagamentos dos vencimentos, salários e abonos mensais.

Despacho:

Declarando o estabelecimento de bebidas de 3.º que o Sr. João dos Santos Lima, pretende construir em S. Pedro, S. Vicente, de Utilidade Turística, a título prévio.

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA:

Despacho:

Reconhecendo aos cidadãos que indica, o direito aos benefícios previstos na Lei n.º 67/IV/92, de 30 de Dezembro.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 3/97

de 24 de Fevereiro

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n.º 2 do artigo 216.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

É aprovada a Convenção entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, relativa à revisão da Convenção de Segurança Social, entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, assinados em Haia aos 18 de Novembro de 1981, cujo texto oficial em francês e a respectiva tradução não oficial em português, vem anexo ao presente diploma de que faz parte integrante.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

Carlos Veiga — Amílcar Spencer Lopes — José António dos Reis.

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, Carlos Veiga.

CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE
DU CAP-VERT ET LE ROYAUME DES PAYS-
BAS, PORTANT REVISION DE LA CONVEN-
TION DE SECURITE SOCIALE ENTRE
LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT ET LE
ROYAUME DES PAYS-BAS, SIGNEE A LA HAYE
LE 18 NOVEMBRE 1981

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert

et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Désireux de développer les rapports en matière de sécurité sociale entre les deux Etats;

Guidés par le souhait de réviser certaines dispositions de la Convention de Sécurité Sociale entre la République du Cap-Vert et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 Novembre 1981.

Considérant qu'il faut régler certains droits pour les travailleurs, les pensionnés et les membres de leurs familles;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Modifications

A. Le chiffre 1 du paragraphe 1 de l'article 4 est supprimé et le paragraphe 2 est abrogé.

B. A l'article 6 du Titre II "Dispositions déterminant la législation applicable", la lettre *a*) est insérée avant le présent alinéa et un nouveau paragraphe *b*) est ajouté:

- b*) Si, en vertu des dispositions de ce titre, un travailleur est soumis à la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle il ne réside pas, cette législation lui est applicable comme s'il résidait sur le territoire de cette Partie."

C. A l'article 14, les paragraphes 3 et 4 deviennent les paragraphes 5 et 6, et de nouveaux paragraphes 3, 4 et 7 sont insérés, libellés comme suit:

"3 Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante ou de pensions dues au titre de la législation des deux Parties Contractantes a droit aux prestations en nature en vertu de la législation d'une des Parties Contractantes, ou aurait droit, s'il résidait sur le territoire de celle-ci, les membres de sa famille qui résident sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où réside ce titulaire, bénéficient des prestations en nature comme si le titulaire résidait sur le même territoire qu'eux.

Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence des membres de la famille du titulaire, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

4. Si les membres de la famille visés au paragraphe précédent transfèrent leur résidence sur le territoire de la Partie Contractante où réside le titulaire, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cette Partie, même s'ils ont déjà bénéficié des prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.

7. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux membres de la famille qui exercent dans le pays de leur résidence une activité professionnelle ou bénéficient des prestations en espèces de sécurité sociale leur ouvrant droit aux prestations en nature.»

D. Dans le paragraphe 1 de l'article 15, les mots «et des paragraphes 2 et 3 de l'article 14» sont remplacés par: «et des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 14».

E. L'article 16, paragraphe 2 est modifié comme suit:

«2 Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance pour l'acquisition et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que le travailleur ait été assuré selon cette législation au moment de la réalisation de l'éventualité, cette condition est réputée remplie si le travailleur était soumis à ce moment à la législation de l'autre Partie et s'il a droit à une prestation selon la législation de cette Partie.»

F. L'article 24 est modifié comme suit:

«1. La réduction visée à l'article 13, paragraphe 1, de l'AWO (Loi générale sur l'assurance vieillesse) n'est pas applicable aux périodes antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, durant lesquelles, entre sa 15ème et sa 65ème année, l'épouse ou la veuve n'était pas assurée en vertu de la législation précitée tout en résidant, durant le mariage, sur le territoire de la République du Cap-Vert, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation.

2. La réduction visée à l'article 13, paragraphe 2, de l'AWO (Loi générale sur l'assurance vieillesse) n'est pas applicable aux périodes antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, durant lesquelles l'épouse du titulaire, entre sa 15ème et sa 65ème année, n'était pas assurée en vertu de la législation précitée tout en résidant, pendant le mariage, sur le territoire de la République du Cap-Vert, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation.

3. Par dérogation aux dispositions de l'article 45, paragraphe 1, de l'AWO (Loi générale sur l'assurance vieillesse) et de l'article 47, paragraphe 1, de l'AWW (Loi générale sur l'assurance des veuves et des orphelins), le conjoint d'un travailleur soumis au régime d'assurance obligatoire, résidant sur le territoire de la République du Cap-Vert, est autorisé à s'assurer volontairement en vertu de ces législations seulement pour les périodes postérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, durant lesquelles le travailleur est soumis à l'assurance obligatoire en vertu de ces législations. Cette autorisation prend fin le jour où se termine la période d'assurance obligatoire du travailleur. Toutefois, cette autorisation ne prend pas fin lorsque l'assurance obligatoire du travailleur a été interrompue par suite du décès du travailleur et lorsque le conjoint susmentionné ne bénéficie que d'une pension au titre de l'AWW (Loi générale sur l'assurance des veu-

ves et des orphelins). En tout état de cause, l'autorisation d'assurance volontaire prend fin le jour où l'assuré volontaire atteint l'âge de 65 ans.

La cotisation au titre de l'assurance volontaire susvisée, due par le conjoint d'un travailleur qui était soumis à l'assurance obligatoire AOW/AWW (Loi générale sur l'assurance vieillesse/Loi générale sur l'assurance des veuves et orphelins) immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, est fixée conformément aux dispositions relatives à la fixation de la cotisation d'assurance obligatoire, étant entendu que les revenus du conjoint sont, dans ce cas, censés avoir été perçus aux Pays-Bas.

Pour le conjoint d'un travailleur devenu assuré obligatoire à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou postérieurement à cette date, la cotisation est fixée conformément aux dispositions relatives à la fixation de la cotisation d'assurance volontaire en vertu de l'AOW (Loi générale sur l'assurance vieillesse) et de l'AWW (Loi générale sur l'assurance des veuves et des orphelins).

4. L'autorisation visée au paragraphe 3 n'est accordée que:

- si le conjoint d'un travailleur, qui était assuré obligatoire immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, a notifié à la Sociale Verzekeringsbank (Banque de l'Assurance Sociale) dans un délai d'un an au plus à compter de la date d'entrée en vigueur de ladite modification, son intention de cotiser volontairement;

dans tous les autres cas:

— si le conjoint du travailleur a notifié à la Sociale Verzekeringabank (Banque de l'Assurance Sociale), dans un délai d'un an au plus à compter du début de la période d'assurance obligatoire de ce dernier, son intention de cotiser volontairement.

5. Les dispositions visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont pas applicables aux périodes qui coïncident avec des périodes prises en considération en matière d'assurance vieillesse d'un autre Etat que les Pays-Bas, ni aux périodes pendant lesquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

6. Les paragraphes 1 et 2 ne sont applicables qu'au conjoint qui s'est assuré volontairement sur la base du paragraphe 3, et le paragraphe 1 n'est applicable qu'à la veuve d'une personne qui a accompli des périodes d'assurance sous la législation néerlandaise.

Article II

Protocole Final

Le texte des points 1 à 3 du Protocole final est remplacé par le texte suivant:

«1. En ce qui concerne le droit aux prestations en nature en vertu de la législation néerlandaise, il y a lieu d'entendre par bénéficiaire des prestations en nature aux fins de l'application du Chapitre 1 du Titre III de la Convention la personne assurée ou coassurée en vertu de l'assurance visée par la Loi néerlandaise sur les caisses de maladie (Ziekenfondswet).

2. Les dispositions de l'article 13 et du paragraphe 5 de l'article 14 sont également applicables aux travailleurs et aux titulaires d'une pension due au titre de la législation d'une des Parties Contractantes et aux membres de leurs familles, et qui sont des ressortissants d'un pays tiers.

3. Pour l'application de l'article 14 de la Convention, sont assimilées aux pensions dues en vertu des législations visées à l'articles 2, paragraphe 1), alinéa A., sous b) l'assurance-incapacité de travail, et c) l'assurance vieillesse, de la Convention:

— les pensions au titre de la loi du 6 janvier 1966 (Staatsblad 6) portant une nouvelle réglementation des pensions des fonctionnaires civils et de leurs proches parents (Loi générale sur les pensions civiles);

— les pensions au titre de la loi du 6 octobre 1966 (Staatsblad 445) portant une nouvelle réglementation des pensions des militaires et de leurs proches parentes (Loi générale sur les pensions des militaires);

— les pensions au titre de la loi du 15 février 1967 (Staatsblad 138) portant une nouvelle réglementation des pensions des membres du personnel des chemins de fer néerlandais et de leurs proches parents (Loi sur les pensions des chemins de fer);

— les pensions au titre du règlement relatif aux conditions de service des chemins de fer néerlandais (R.D.V. 1964 N.S.);

— une prestation au titre de pension avant l'âge de 65 ans en vertu d'un régime de pension ayant pour but une assistance vieillesse aux travailleurs et anciens travailleurs;

— une prestation au titre de préretraite en vertu d'un régime décrété par l'Etat, ou en vertu d'une convention collective de travail établissant un régime de préretraite, ou en vertu d'un régime à déterminer par le «Ziekenfondsraad» (Conseil des Caisses de maladie).

4. Le travailleur ou les membres de sa famille visés à l'article 11 de la Convention et le titulaire d'une pension ou de pensions cap-verdiennes ou les membres de sa famille visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la Convention qui ont droit aux prestations en nature à la charge du Cap-Vert et qui résident sur le territoire des Pays-Bas, ne sont pas assurés au titre de l'assurance contre les frais spéciaux de maladie (AWBZ) sans préjudice du bénéfice des prestations prévues par la loi AWBZ".

Article III

Entrée en vigueur

Les Gouvernements des Parties Contractantes notifieront l'un à l'autre l'accomplissement dans leurs pays respectifs des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait `sa La Haye, le 23 Janvier 1995, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, *ilegible*. — Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, *ilegible*.

—————

**CONVENÇÃO ENTRE A REPÚBLICA
DE CABO VERDE E O REINO DOS PAÍSES
BAIXOS, RELATIVA À REVISÃO
DE SEGURANÇA SOCIAL ENTRE
A REPÚBLICA DE CABO VERDE E O REINO
DOS PAÍSES BAIXOS, ASSINADA EM HAIA
A 18 DE NOVEMBRO DE 1981**

O Governo da República de Cabo Verde

e

o Governo do Reino dos Países Baixos,

Desejosos em desenvolver as relações entre os dois Estados em matéria de segurança social;

Guiados pelo desejo de rever certas disposições da Convenção sobre a Segurança Social entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, assinada em Haia a 18 de Novembro de 1981.

Considerando a necessidade de se regular certos direitos para os trabalhadores, pensionistas e membros de suas famílias;

Acordam no seguinte:

Artigo I

Modificações

A. O parágrafo 1 do artigo 4º é suprimido e o parágrafo 2 é revogado.

B. No artigo 6º do título II «Disposições que determinam a legislação aplicável», a letra a) é inserida antes da presente alínea e um novo parágrafo b) é acrescido:

b) Se, em conformidade com as disposições deste título, um trabalhador for submetido à legislação de uma Parte Contratante em cujo território não reside, esta legislação é-lhe aplicada como se ele residisse no território desta Parte.».

C. No artigo 14º, os parágrafos 3 e 4 transformam-se em parágrafos 5 e 6, e novos parágrafos 3, 4 e 7 são inseridos, com a seguinte redacção:

«3. Quando o titular de uma pensão devida ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante ou de pensões devidas ao abrigo da legislação das duas Partes Contratantes, se residisse no território de uma delas, tenha, ou tivera direito às prestações em espécie ao abrigo da legislação de uma dessas Partes Contratantes, os membros da sua família que residam no território da Parte Contratante onde não reside este titular, beneficiam das prestações em espécie como se o titular residisse no mesmo território que eles.

Tais prestações são concedidas pela instituição do lugar de residência dos membros da família do titular, segundo as disposições da legislação por ela aplicada.

4. Se os membros da família apontados no parágrafo precedente transferirem a sua residência para o território da Parte Contratante onde reside o titular, eles beneficiarão das prestações de acordo com as disposições da legislação desta Parte, mesmo que eles já tenham beneficiado de prestações para casos e doença ou de maternidade, antes da mudança de residência.

7. As disposições do presente artigo não são aplicáveis aos membros da família que exerçam no país de sua residência uma actividade profissional ou que beneficiem das prestações em espécie de segurança social que lhes dê direito às prestações em espécie"

D. No parágrafo 1 do artigo 15º, as palavras "e dos parágrafos 2 e 3 do artigo 14º" são substituídas por: "e dos parágrafos 2, 3, 4 e 5 do artigo 14º".

E. O artigo 16º, parágrafo 2 é modificado e passa a ter a seguinte redacção:

"2. Se a legislação de uma Parte Contratante, que não exige nenhum tempo de seguro para a aquisição e a determinação do direito às prestações, subordinar a concessão à condição de que o trabalhador tenha sido segurado nos termos desta legislação, no momento da realização da eventualidade, esta condição será considerada suficiente se o trabalhador for submetido, nesse momento, à legislação da outra Parte Contratante e se tiver direito a uma prestação nos termos da legislação desta Parte Contratante."

F. O artigo 24º é alterado como se segue:

- "1. O desconto a que faz referência o artigo 13º, parágrafo 1, da AOW (Lei geral sobre o seguro de velhice) não é aplicável nos períodos que antecedem a data de entrada em vigor da presente Convenção, durante os quais, entre os 15 e os 65 anos, a esposa ou a viúva não tenha sido segurada ao abrigo da legislação supra mencionada enquanto residente durante o período de casamento, no território da República de Cabo Verde, desde que estes períodos coincidam com os de seguro cumpridos pelo seu conjugue ao abrigo desta legislação.
2. O desconto a que faz referência o artigo 13º, parágrafo 2, da AOW (Lei geral sobre o seguro de velhice) não é aplicável nos períodos que antecedem a data de entrada em vigor da presente Convenção, durante os quais, entre os 15 e os 65 anos, a esposa do titular não tenha sido segurada ao abrigo da legislação supra mencionada enquanto residente durante o período de casamento, no território da República de Cabo Verde, desde que estes períodos coincidam com os de seguro cumpridos pelo seu conjugue ao abrigo desta legislação.
3. Por derrogação das disposições do artigo 45º, parágrafo 1, da AOW (Lei geral sobre o seguro de velhice) e do artigo 47º, parágrafo 1, da AWW (Lei geral sobre o seguro das viúvas e dos órfãos), o cônjuge de um trabalhador sujeito ao regime de seguro obrigatório, residente no território da República de Cabo Verde, está autorizado a se segurar voluntariamente em conformidade com estas legislações apenas nos períodos posteriores à entrada em vigor da presente Convenção, durante os quais o trabalhador é submetido ao seguro obrigatório de acordo com estas legislações. Esta autorização termina no dia em que cessar o período de seguro obrigatório do trabalhador. Contudo, esta autorização só termina quando o seguro obrigatório do trabalhador for interrompido por motivo de falecimento do mesmo e quando o cônjuge supra mencionado não beneficiar de uma pensão em conformidade com a AWW (Lei geral sobre o seguro das viúvas e dos órfãos). Em todo o caso, a autorização de seguro voluntário termina no dia em que o segurado voluntário atingir os 65 anos.

A quota como seguro voluntário supra mencionado, devido pelo cônjuge de um trabalhador que fora submetido ao seguro obrigatório AOW/AWW (Lei geral sobre o seguro de velhice/Lei geral sobre o seguro das viúvas e dos órfãos) imediatamente antes da data da entrada em vigor da presente Convenção, é estipulada em conformidade com as disposições relativas à fixação da quota de seguro obrigatório, tendo em conta que os rendimentos do cônjuge são, neste caso, considerados como tendo sido recebidos nos Países Baixos.

Para o cônjuge de um trabalhador que se tenha tornado um segurado obrigatório na data da entrada em vigor da presente Convenção ou posteriormente a esta data, a quota é estipulada em conformidade com as disposições relativas à fixação da quota de seguro voluntário de acordo com AWW (Lei geral sobre o seguro de velhice) e a AWW (Lei geral sobre o seguro das viúvas e dos órfãos).

4. A autorização referida no parágrafo 3 só é acordada:

- se o cônjuge de um trabalhador, que fora segurado obrigatório imediatamente antes da data da entrada em vigor da presente Convenção, notificar à Sociale Verzekeringsbank (Banco de Segurança Social) no prazo máximo de um ano, a contar da data de entrada em vigor da dita modificação, sobre a sua intenção de quotizar voluntariamente;

Em todos os outros casos:

- se o cônjuge do trabalhador notificar à Sociale Verzekeringsbank (Banco de Segurança Social) no prazo máximo de um ano a contar do início do período de seguro obrigatório deste último, sobre a sua intenção de quotizar voluntariamente.

5. As disposições apontadas nos parágrafos 1, 2 e 3 não são aplicáveis nos períodos que coincidem com os períodos tidos em consideração para o cálculo de uma pensão devida, de acordo com a legislação em matéria de seguro de velhice de um outro Estado que não seja os Países Baixos, nem nos períodos durante os quais o interessado tenha beneficiado de uma pensão de velhice em conformidade com tal legislação.

6. Os parágrafos 1 e 2 só são aplicáveis ao cônjuge que se tenha segurado voluntariamente com base no parágrafo 3, e o parágrafo 1 só é aplicável à viúva de uma pessoa que tenha cumprido os períodos de seguro ao abrigo da legislação holandesa".

Artigo II

Protocolo final

O texto dos pontos 1 a 3 do Protocolo Final é substituído pelo seguinte texto:

1. No que respeita o direito às prestações em espécie, de acordo com a legislação holandesa, entende-se por beneficiário das prestações em espécie, para aplicação das disposições do Capítulo 1 do Título III da Convenção, a pessoa segurada ou co-segurada de acordo com o seguro apontado pela Lei holandesa que regula a caixa de doença (Ziekenfondswet).
2. As disposições do artigo 13º e do parágrafo 5 do artigo 14º são igualmente aplicáveis aos trabalhadores e aos titulares de uma pensão devida ao abrigo da legislação de uma das Partes Contratantes e aos membros das suas famílias, e que são nacionais de um país terceiro.
3. Para a aplicação do artigo 14º da Convenção, são admitidos às pensões devidas ao abrigo das legislações apontadas no artigo 2º, parágrafo 1, alínea A, sub-alínea b) o seguro de incapacidade de trabalho e sub-alínea c) o seguro de velhice, da Convenção:
 - as pensões ao abrigo da lei de 6 de Janeiro de 1966 (Staatsblad 6) sobre uma nova regulamentação das pensões dos funcionários civis e dos seus parentes próximos (Lei geral sobre pensões civis);
 - as pensões ao abrigo da lei de 6 de Outubro de 1966 (Staatsblad 445) sobre uma nova regulamentação das pensões dos militares e dos seus parentes próximo (Lei geral sobre pensões militares);
 - as pensões ao abrigo da lei de 15 de Fevereiro de 1967 (Staatsblad 138) sobre uma nova regulamentação das pensões dos membros do pessoal dos caminhos de ferro holandeses e dos seus parentes próximos (Lei sobre pensões dos caminhos de ferro);
 - as pensões ao abrigo do regulamento relativo às condições de serviço dos caminhos de ferro holandeses (R. D. V. 1964 N. S.);
 - uma prestação a título de pensão antes de atingir os 65 anos ao abrigo de um regime de pensão que tenha por objectivo uma assistência de velhice aos trabalhadores e aos antigos trabalhadores;
 - uma prestação a título de pré-aposentação ao abrigo de um regime decretado pelo Estado, ou ao abrigo de uma Convenção colectiva de trabalho que estabeleça um regime de pré-aposentação ou ainda ao abrigo de um regime a ser determinado pelo "Ziekenfondsraad" (Conselho das Caixas de doença).

4. O trabalhador ou os membros da sua família referidos no artigo 11º da Convenção e o titular de uma pensão ou de pensões cabo-verdianas ou os membros da sua família apontados nos parágrafos 2 e 3 do artigo 14º da Convenção que tenham direito às prestações em espécie concedidas por Cabo Verde e que residam no território dos Países Baixos, não são assegurados a título de seguro contra os custos especiais de doença (AWBZ) sem prejuízo para os lucros das prestações previstas pela Lei AWBZ".

Artigo III

Entrada em vigor

Os Governos das Partes Contratantes notificar-se-ão mutuamente sobre o cumprimento, nos seus respectivos países, quanto aos procedimentos constitucionais exigíveis para a entrada em vigor da presente Convenção.

Ela entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês a seguir à data da última destas notificações.

Em fé do que, os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito, assinaram a presente Convenção.

Feito em Haia, a 23 de Janeiro de 1995, em dois originais em língua francesa.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *ilegitível*, — Pelo Governo do Reino dos Países Baixos, *ilegitível*.

—o—o—

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO
ECONÓMICA

Gabinete do Secretário
de Estado das Finanças

Portaria nº 8/97

de 24 de Fevereiro

Convido definir as datas-valor a considerar na efectivação dos créditos em conta dos funcionários públicos, reformados, pensionistas e outros agentes do Estado, relativas aos pagamentos dos vencimentos, salários e abonos mensais;

Ao abrigo do disposto no nº 8º do artigo 6º do Decreto-Lei nº 9/96, de 26 de Fevereiro,

Manda o Governo, através do Secretário de Estado das Finanças, o seguinte:

Artigo 1º

Âmbito

O presente diploma aplica-se apenas aos pagamentos de remunerações dos funcionários, reformados, pensionistas e outros agentes a da administração pública integrados na base de dados de vencimentos do Ministério da Coordenação Económica.

Artigo 2º

Datas-valor

1. São fixadas as seguintes datas-valor para o crédito em conta das remunerações mensais dos servidores do Estado:

- a) Reformados e pensionistas – dia 12;
- b) Chefia do Governo (Gabinete do Primeiro-Ministro, Gabinete do Ministro-Adjunto do Primeiro-Ministro e Presidência do Conselho de Ministros – dia 15;
- c) Ministério da Educação, Ciência e Cultura – dia 17;
- d) Ministério da Coordenação Económica – dia 19;
- e) Ministério da Saúde e Promoção Social – dia 20;
- f) Ministério da Agricultura, Alimentação e Ambiente – dia 21;
- g) Ministério da Justiça e da Administração Interna – dia 22;
- h) Ministério do Mar – dia 23;
- i) Ministério das Infraestruturas e Transportes – dia 24;
- j) Ministério dos Negócios Estrangeiros – dia 25;
- k) Ministério da Defesa Nacional – dia 26.

2. Quando, porventura, algumas das datas referidas no número anterior coincidam com sábado, domingo ou feriado, os créditos que se encontrem marcadas para esse dia passam automaticamente para o primeiro dia útil seguinte e, bem assim, todos os subsequentes.

Artigo 3º

Âmbito

A presente portaria entra em vigor em 1 de Março de 1997.

Ministério da Coordenação Económica, 5 de Fevereiro de 1997. — O Secretário de Estado das Finanças, *José Ulisses Correia e Silva*.

Gabinete do Secretário de Estado do Turismo, Indústria e Comércio

Despacho

Tendo o Sr. João dos Santos Lima, de nacionalidade cabo-verdiana, solicitado o reconhecimento de utilidade turística a um estabelecimento de bebidas de 3ª que pretende construir em S. Pedro, S. Vicente.

Considerando que o referido estabelecimento é de qualidade e irá construir para o desenvolvimento de turismo em S. Pedro, S. Vicente.

Declaro o referido estabelecimento como sendo de utilidade turística, a título prévio, nos termos do nº 2 do artigo 4º da Lei nº 42/IV/92, de 6 de Abril.

Gabinete do Secretário de Estado do Turismo, Indústria e Comércio, 16 de Dezembro de 1996. — O Secretário de Estado, *Alexandre Monteiro*.

—oço—

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA
E DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA

Gabinete do Ministro

Despacho

Tendo um grupo de cidadãos, vítimas de tortura na sequência dos acontecimentos de 31 de Agosto de 1981 em Santo Antão, requerido a atribuição dos benefícios previstos na Lei nº 67/IV/92, de 30 de Dezembro.

Cumpridas as formalidades legais, designadamente as do Decreto-Regulamentar nº 12/93, de 19 de Julho e ao abrigo dos artigos 3º e 4º do citado Decreto-Regulamentar;

Manda o Governo de Cabo Verde, pelo Ministro da Justiça e da Administração Interna, o seguinte:

1. Aos senhores:

Daniel Iria Neves, mais conhecido por «Daniel Malagueta», solteiro, de 61 anos de idade, trabalhador, natural de Nª Srª do Livramento – Concelho da Ribeira Grande, titular do B.I. nº 68866, emitido em 23 de Agosto de 1996, pelo Arquivo de Identificação de S. Vicente e residente em rua D'Água, Povoação;

Manuel Lopes da Silva Ferreira, mais conhecido por «Leloca», casado, nascido em 5 de Julho de 1950, em Fajã de Matos, Freguesia de Santo Crucifixo, Concelho da Ribeira Grande, residente nos Estados Unidos da América;

Alcindo da Cruz Tolentino mais conhecido por «Slaise», solteiro, de 46 anos de idade, agricultor, natural de Santo Crucifixo — Concelho da Ribeira Grande, titular de B.I. nº 41168/A, emitido em 12 de Abril de 1996, pelo Arquivo de Identificação de S. Vicente e residente em Chã de Pedras;

João Antonina Pires de Oliveira, mais conhecido por «João Antonina», solteiro, de 46 anos de idade, agricultor, natural de Santo Crucifixo — Concelho da Ribeira Grande, titular de B.I. nº 17431, emitido em 9 de Fevereiro de 1995 pelo Arquivo de Identificação de S. Vicente e residente em Fajã de Matos da Garça, Santo Antão;

é reconhecido, nos termos do artigo 1º da Lei nº 67/IV/92, de 30 de Dezembro, o direito a:

- a) assistência médica e medicamentosa gratuita nos Serviços de Saúde do Estado;
- b) uma pensão de 20.000\$ (vinte mil escudos) por redução da capacidade de trabalho.

2. O presente despacho produz efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1996.

Ministério da Justiça e da Administração Interna, 27 de Dezembro de 1996. — O Ministro, *Simão Monteiro*.